



Déclaration de la FCPE 95 au CDEN du 12 Octobre 2020

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Vendredi et samedi, les élections des représentants de parents d'élèves ont eu lieu.

Cette élection est sans doute la plus démocratique du pays.

Tout d'abord, elle a lieu tous les ans. Par ce simple fait, les élus des parents doivent agir et respecter leurs mandats, rendre des comptes, sinon ils seront démis dès l'année suivante.

Ensuite, il n'y a pas de « filtre » sur les électeurs : à partir du moment où vous avez l'autorité parentale, vous êtes électeur. Ainsi, pour de nombreuses personnes, cette élection est la seule pour laquelle elles ou ils ont le droit de vote.

C'est aussi, pour de nombreux enfants, le premier contact avec la démocratie : ce sont souvent les enfants qui voient leurs parents s'impliquer, ou simplement les enfants amènent l'enveloppe à leurs parents en leur disant « maman, papa, il va falloir voter ».

Enfin, les candidats prennent de leur temps, de leur poche, pour que l'élection ait lieu, pour faire la mise sous plis, payer les professions de foi, sans attendre ni privilège, ni remboursement.

Au final, si nous espérons toujours une participation plus grande, dans de nombreuses écoles, cette participation est plus forte que dans beaucoup d'autres élections dite « sérieuses ».

Et pourtant, c'est une élection déconsidérée à tous les échelons de l'Etat. C'est la seule élection où ceux censés l'organiser sont prêts à ne pas respecter le code électoral. Avec parfois des remarques désobligeantes sur « ce n'est qu'une élection de parents d'élèves ».

C'est une élection qui fait l'objet de très peu de publicité, quand ce ne sont pas des obstacles mis sur la route des parents d'élèves pour faire connaître leur programme. Et de nombreuses élections ne sont pas annulées simplement parce que les parents n'ont pas envie de repayer, de reprendre du temps, et préfère laisser la loi être bafouée. Quel exemple donné par l'Etat à tous ces jeunes et toutes ces familles !

Il est vrai que dans d'autres domaines, avec des conséquences plus directes, en particulier sur la santé, l'Etat montre son désintérêt des enfants. Nous avons l'impression de nous répéter, mais ce n'est pas grave, ce qui est grave, c'est l'état des toilettes dans la plupart des

établissement scolaires, l'état des salles de classes parfois, le manque d'infirmières, le manque d'AESH, le manque de conseillers, le manque d'adultes.

Avec l'épidémie de covid, nous voyons encore plus directement l'écart entre les discours et promesses d'une part, la réalité d'autre part. Disons le tout net, les protocoles sanitaires ne sont pas respectés. Et ce n'est pas la faute des élèves ou des familles, même si les discours officiels cherchent à rejeter leur responsabilité sur ceux-là.

Dans le second degré, il manque des dizaines de milliers de postes d'enseignants qui auraient permis de réduire le nombre d'élèves par classe, d'éviter les nombreux trous dans les emplois du temps des élèves, de multiplier les demi-groupes, d'assurer le remplacement quasi immédiat des professeurs absents, d'éviter de disperser des enseignants sur plusieurs établissements.

Il manque aussi des surveillants partout, en particulier sur le temps de la cantine. La pluie et le froid sont là, les files d'attente pour la cantine sont un moment compliqué, il faut impérativement rajouter des surveillants maintenant.

Il manque des personnels non enseignants, car le protocole sanitaire exige des tâches supplémentaires, et le personnel en poste ne peut à la fois faire son travail habituel et ces tâches en plus.

Il manque des locaux, dans le premier degré et les collèges, mais surtout dans les lycées du Val d'Oise.

Il y a des millions de chômeurs en France, dont beaucoup de jeunes travailleurs précaires qui ont tout perdu depuis le début de l'épidémie, donc ce n'est pas un problème de disponibilité des personnes. L'Etat sait trouver des dizaines et centaines de milliards d'euros, régulièrement, donc ce n'est pas un problème financier.

Ce qui est terrible, c'est que rien de ce que nous disons n'est nouveau. Nous l'avions déjà dit juste avant le déconfinement. Mais l'Etat, dans ce domaine, n'a rien fait. En 5 mois, il n'a pas plus fait pour l'école publique qu'il n'a fait pour la santé publique. Il a même continué la saignée.

Il est vrai que, pour la plupart, les hauts fonctionnaires, les ministres, les grands patrons, ne mettent pas leurs enfants dans les écoles publiques. Ils les mettent dans ce qui est le principal séparatisme du pays : l'école privée.